

Communiqué de presse : Les peuples autochtones et les communautés locales officialisent une alliance panafricaine pour la conservation communautaire à l'occasion du tout premier Congrès sur la conservation mené par les communautés

- **Date et heure de distribution : Mardi 21 novembre 2023**
- **Pays de distribution : Namibie, Kenya, Cameroun, RDC, Tanzanie, Algérie, Éthiopie, Nigeria, Afrique du Sud, Ghana, Maroc.**

Plus de 300 représentants de peuples autochtones, de communautés locales, de gouvernements, de donateurs et d'ONG de 47 pays africains se sont réunis le mois dernier en Namibie pour élaborer collectivement une stratégie de conservation dirigée par les communautés et centrée sur les populations en Afrique.

- Des participants de 47 pays ont partagé leurs expériences, leçons et défis en matière de conservation communautaire lors du tout premier Congrès sur la conservation communautaire qui s'est tenu à Windhoek, en Namibie, du 25 au 27 octobre 2023.
- Les participants ont discuté des résultats préliminaires d'une étude à venir sur la conservation communautaire en Afrique et ont élaboré une feuille de route pour une Alliance pour les peuples autochtones et les communautés locales pour la conservation en Afrique (AICA) nouvellement créée.
- Le Congrès a fourni un espace sans précédent pour discuter des priorités et des stratégies des peuples autochtones et des communautés locales initiées lors du Congrès de l'UICN sur les aires protégées en Afrique (APAC) qui s'est tenu au Rwanda en juillet 2022.

WINDHOEK, NAMIBIE (10 novembre 2023) - À la suite d'une réunion historique en Namibie, l'Alliance des peuples autochtones et des communautés locales pour la conservation en Afrique (AICA) a publié un communiqué qui présente un appel unifié des peuples autochtones et des communautés locales (PA et CL) en Afrique en faveur d'un programme de conservation fondé sur les droits et centré sur les gens. [Lire le communiqué ici.](#)

Il s'agissait du premier congrès sur la conservation des peuples autochtones et des communautés locales, organisé conjointement par l'AICA et L'Initiative des droits et des ressources (RRI) en collaboration avec le Réseau des dirigeants communautaires d'Afrique australe (CLN), le Mouvement autochtone pour l'avancement de la paix et la transformation des conflits (IMPACT) et l'Association namibienne des organisations de soutien à la gestion communautaire des ressources naturelles (NACSO).

Le premier ministre Éthiopien et parrain de l'APAC, S.E. M. Hailemariam Desalegn, a déclaré lors de l'ouverture de l'événement : "Ayant pris le temps de lire l'impeccable déclaration de l'APAC sur la propriété intellectuelle et les droits de propriété intellectuelle, ainsi que la récente stratégie que vous avez tous contribué à élaborer, je me souviens de l'immense pouvoir qu'ont

les gardiens de nos terres de nous faire passer à la vitesse supérieure et de redéfinir ce que le développement durable signifie pour l'Afrique".

Royal Johan Kxao IUiloloo, vice-ministre namibien des communautés marginalisées, a déclaré lors de l'ouverture de l'événement : "Nous devrions appliquer la consultation, la participation et la représentation à chaque politique de conservation, rien de ce qui nous concerne ne se fait sans nous. Les droits des peuples autochtones et des communautés locales doivent être protégés, célébrés et respectés".

Lors du Congrès, les participants ont clairement indiqué que dans toute l'Afrique, les PA et les CL, et en particulier les femmes et les jeunes au sein de ces groupes, n'ont jamais été aussi bien positionnés, organisés et coordonnés pour faire respecter et réaliser leurs droits fonciers et leurs droits à la subsistance.

Jose Monteiro, directeur exécutif de ReGeCom au Mozambique, a déclaré : "Ce rassemblement est le signe que les communautés africaines sont dans le même bateau et s'efforcent de parler d'une seule voix... Nous devons construire une institution qui ne soit pas le fait d'une élite, mais qui soit construite à partir de la base, et c'est cela l'AICA".

L'événement a été présidé par l'ancien Premier ministre éthiopien, S.E. M. Hailemariam Desalegn, parrain de l'APAC, par la vice-ministre namibienne de l'environnement, des forêts et du tourisme, Heather Sibungo, par la vice-ministre namibienne de l'égalité des sexes, de la lutte contre la pauvreté et des communautés marginalisées, Royal IUiloloo, et par le ministre éthiopien de l'irrigation et des basses terres, le Dr Endrias Geta.

Malidadi Langa, qui représente le Malawi au sein du CLN et assure la présidence par intérim de l'AICA, a qualifié le Congrès de célébration de la conservation communautaire. "En tant que PA et CL, nous avons toutes les raisons de célébrer la conservation communautaire car, depuis des temps immémoriaux, nous avons efficacement conservé les forêts, les écosystèmes et la biodiversité grâce à la propriété collective, à la gouvernance traditionnelle et aux systèmes de connaissances écologiques qui se poursuivent encore aujourd'hui", a-t-il déclaré.

M. Langa a exhorté les gouvernements africains à modifier l'approche dominante en matière de conservation en plaçant l'homme au centre des préoccupations, aux côtés de la nature.

"Le modèle néocolonial de la forteresse de la conservation a été perpétué et soutenu par des modèles de financement, des discours et des agendas de conservation d'origine extérieure. J'appelle nos gouvernements à changer le narratif de la conservation et de la souveraineté des ressources naturelles et à placer les gens au centre de la conservation", a déclaré M. Langa.

Outre la participation des PA et des CL de 43 pays, le Congrès a également réuni des décideurs politiques et des représentants d'organisations régionales et internationales de conservation, notamment l'UICN, l'African Wildlife Foundation, le Christensen Fund, la Coopération allemande

au développement (GIZ), Nature Finance, la Fondation Packard, Conservation International (CI), la Fondation Arcus, Rainforest Trust, Global Green Grants et Miserior.

"Nous pensons que la terre est un point d'entrée important pour les droits humains et l'environnement. C'est pourquoi, depuis 2018, nous avons réajusté notre mission et notre vision pour soutenir les PA et les CL", a déclaré Dr Hassan Roba de Christensen Fund. "Nous avons quatre programmes qui soutiennent les droits fonciers africains. Pour nous, la conservation est une question de connexion holistique, d'intégrité territoriale qui soutient les droits fonciers, l'environnement et la culture des populations".

Patrick Kipalu, directeur du programme Afrique de RRI, a déclaré : "Nous essayons de concrétiser l'appel à l'action de Kigali... Les PA et les CL ont eux-mêmes organisé ce congrès, établi l'ordre du jour et mené les discussions. C'était un espace où les décideurs, les ONG, les donateurs, les organisations de conservation et les communautés se sont réunis pour trouver des solutions communes".

Il a ajouté : "Nous voulons travailler avec les gouvernements et les décideurs politiques pour éviter que les communautés ne subissent les mêmes injustices et violations des droits humaines que par le passé".

Le programme s'est terminé par un discours de **l'honorable IUilolo**, qui a conclu : "Les peuples autochtones et les communautés locales proches des zones de conservation font partie des populations les plus pauvres. Je dis qu'il dépend de nos pays respectifs de changer cette réalité. En tant que gouvernement, nous vous écoutons et nous avons besoin de votre soutien et de votre expertise dans cette voie".

Quelles sont les prochaines étapes ?

Pour faire progresser les approches de conservation fondées sur les droits sur le continent, RRI publiera en 2024 une étude sur les approches de conservation dirigées par les communautés et fondées sur les droits en Afrique. Les résultats préliminaires de l'étude démontrent que la sécurité foncière pour les communautés est essentielle pour les pratiques de conservation communautaires en Afrique et devrait être recherchée lorsque la dégradation est liée à un manque d'appropriation locale. Toutefois, la reconnaissance des droits légaux doit également s'accompagner d'une mise en œuvre effective pour être vraiment efficace.

Dans une prochaine étape, l'AICA et ses partenaires commenceront à établir un mécanisme pour mettre en œuvre les résultats du Congrès au niveau national et régional et fournir des données actualisées pour informer les discussions actuelles et futures sur la conservation. Ce congrès continental sur la conservation communautaire continuera à se tenir tous les trois ans, le prochain ayant lieu dans la région de l'Afrique centrale. Il servira également de forum d'engagement de l'AICA pour les futures conférences internationales de l'UICN sur les zones protégées.

[Lire le communiqué final](#) et [les résumés du Congrès ici](#).

Contact presse : Daiana González Navas

dgonzalez@rightsandresources.org/ WhatsApp +1 440 488 0770

###

L'Alliance pour les peuples autochtones et les communautés locales pour la conservation en Afrique (AICA) est une alliance panafricaine indépendante, dirigée et centrée sur les peuples autochtones et les communautés locales, qui mobilise et amplifie la voix collective de ces communautés et donne la priorité à leur engagement dans tous les domaines politiques concernant leurs terres et leurs ressources foncières, leurs territoires et leur conservation. L'AICA est intégrée par 18 réseaux communautaires de peuples autochtones et de communautés locales provenant de plus de 43 pays africains*. L'Alliance bénéficie également du soutien technique de plus de 10 organisations internationales, dont RRI. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.aica-africa.org.

L'Initiative des droits et des ressources (RRI) est une coalition mondiale de 21 partenaires et de plus de 150 organisations de détenteurs de droits et de leurs alliés qui se consacrent à la promotion des droits des peuples autochtones, des populations d'ascendance africaine, des communautés locales et des femmes au sein de ces groupes sur les terres forestières et les ressources. Les membres de RRI capitalisent sur les forces, l'expertise et la portée géographique de chacun pour parvenir à des solutions plus efficaces et efficientes. Ils tirent parti de la puissance de leur coalition mondiale pour amplifier la voix des populations locales et inciter les gouvernements, les institutions multilatérales et les acteurs du secteur privé à adopter des réformes institutionnelles et commerciales qui soutiennent la réalisation de leurs droits et leur développement autodéterminé. RRI est coordonné par le Group des droits et des ressources, une organisation à but non lucratif basée à Washington, D.C. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.rightsandresources.org.

* Certains des réseaux existants qui intègrent l'AICA sont : Le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en Afrique centrale (REPALEAC), le Réseau des dirigeants communautaires (CLN), le Forum pastoral d'Éthiopie, le Réseau pastoral d'Afrique orientale et australe, l'AYBN, le Forum des organisations non gouvernementales autochtones de pasteurs (Forum PINGO), le Forum des chasseurs-cueilleurs (HUGAFO), l'Alliance des pasteurs pour la résilience et l'adaptation dans les zones de pâturage du Nord (PARAN), IWO, le Comité directeur national des peuples autochtones sur le changement climatique (IPNSCCC), l'Alliance africaine pour la biodiversité des CSC (ACBA), le Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC), le Forum des ressources de Tanzanie (TRF), Forest watch of Ghana, le Réseau africain de la biodiversité (ABN), le Réseau de conservation des forêts communautaires (CFCN), l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) et le Consortium ICCA.